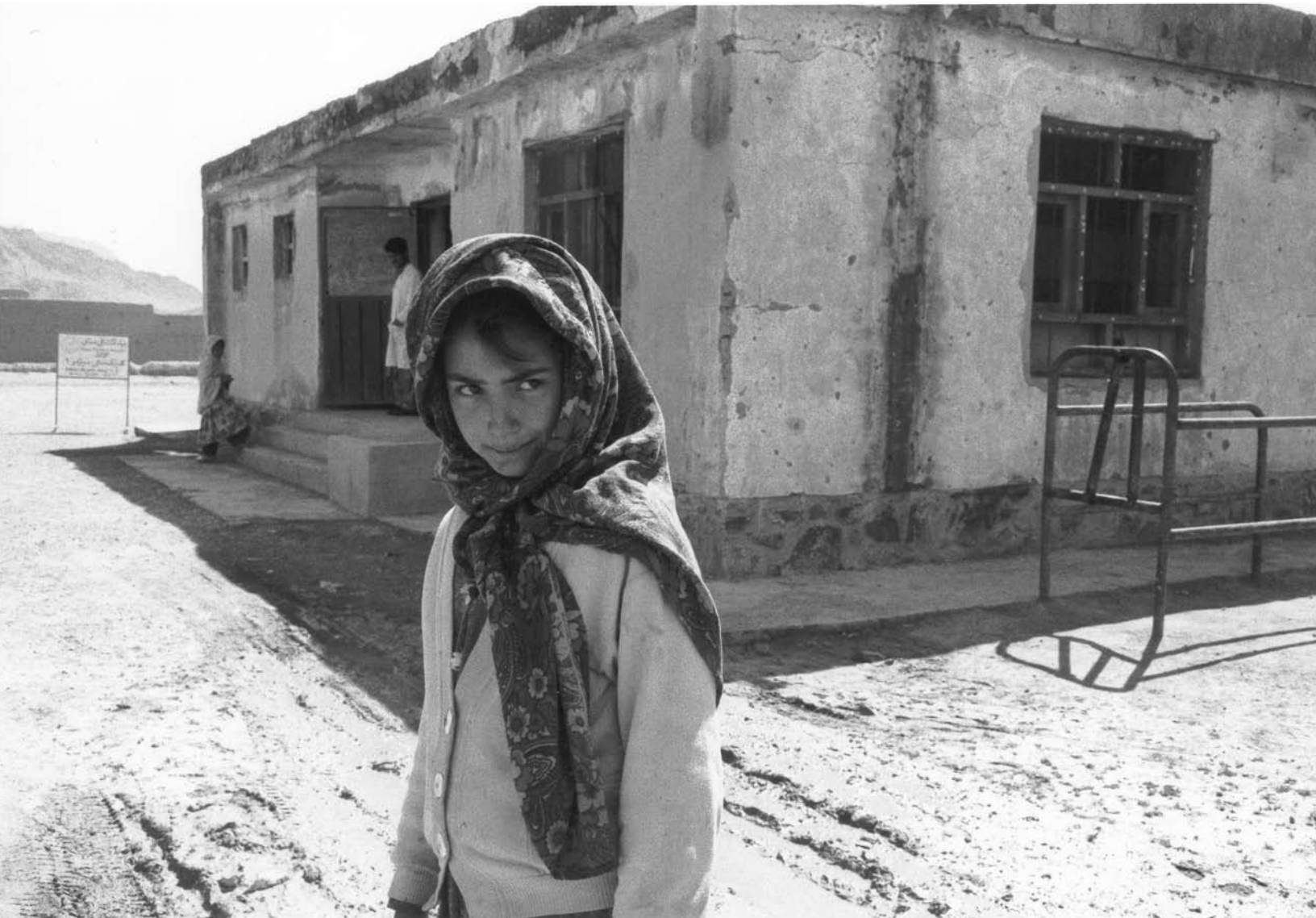


LA CRISE EN AFGHANISTAN

La solidarité s'impose



Mémoire déposé le 9 février 2008 aux audiences populaires sur l'Afghanistan

 **Alternatives**
... pour un monde différent

À PROPOS D'ALTERNATIVES

Alternatives, réseau d'action et de communication, est une organisation non gouvernementale de solidarité et de développement international fondée en 1994.

Alternatives travaille pour la paix et la justice au Québec et sur quatre continents. Les réseaux créés au fil des ans auprès de partenaires communautaires permettent un véritable partage entre les pays du Sud et du Nord et entre les pays du Sud eux-mêmes. Alternatives favorise la transmission de compétences pour un développement durable des capacités des peuples et des organisations qui œuvrent pour le respect des droits économiques, sociaux et politiques, des personnes et des communautés touchées par la pauvreté, la discrimination, l'exploitation et la violence.

Alternatives concentre son action dans les domaines du développement démocratique, de l'environnement, de la justice, de l'équité sociale et de la paix. Ce travail passe entre autres par un important programme d'information, d'animation, d'éducation et de mobilisation du public québécois.

Pour obtenir d'autres informations :

Alternatives

MONTRÉAL
3720, av. du Parc,
bureau 300
Montréal (Québec)
Canada H2X 2J1
Tél. : (514) 982-6606
Fax : (514) 982-6122
alternatives@alternatives.ca

QUÉBEC
266, St-Vallier Ouest
Québec
(Québec)
Canada G1K 1K2
Tél. : (418) 521-4000
Fax : (418) 521-4000
quebec@alternatives.ca

ou consultez notre site Internet

www.alternatives.ca

AVANT-PROPOS

L'Afghanistan est un pays ravagé par la guerre et l'occupation depuis longtemps. Les racines de cette crise prolongée sont multiples et relèvent de nombreux facteurs internes et externes. Un de ces facteurs aggravants a été le fait que les grandes puissances ont tenté de manipuler l'Afghanistan dans le cadre de leurs ambitions impériales et de leurs confrontations. Ce qui n'absout pas les élites afghanes qui jusqu'à maintenant ont échoué dans l'élaboration d'un projet national correspondant aux besoins de la majorité.

Aujourd'hui, près de trente millions d'Afghans sont victimes de cette terrible «gestion». Ces gens, qui ont su survivre aux pires exactions, résistent. Ils ont maintenant besoin de notre écoute et de notre soutien. Alternatives et le Canada doivent répondre à cet appel. Mais il faut le faire de manière intelligente et efficace. Le développement de l'Afghanistan passe avant tout par le renforcement de l'État de droit et surtout de la société civile. La chasse aux talibans, l'objectif prioritaire des Américains et de l'OTAN, mène à une impasse.

BREF RETOUR HISTORIQUE

Dans le sillon de l'invasion soviétique en 1979, l'Afghanistan, l'un des plus pauvres pays de la planète, est précipité dans un très violent conflit grandement déterminé par la guerre froide qui sévit à l'époque entre l'URSS et les États-Unis.

À l'époque, le gouvernement états-unien soutient l'opposition au gouvernement afghan, appuyé par les Soviétiques. Les opposants, les moudjahiddines, constituent une coalition hétéroclite composée de nationalistes opposés à la présence étrangère soviétique, de conservateurs religieux (se réclamant à des degrés divers de l'islam politique) et de factions ethniques.¹

Les moudjahiddines deviennent cependant une force redoutable d'autant plus que la Maison-Blanche cherche à transformer l'Afghanistan en un «Vietnam» de l'Union soviétique.² Washington voit trop bien que la crise afghane est potentiellement un foyer de déstabilisation permanent pour Moscou.

¹ L'Afghanistan est un pays multiethnique où diverses communautés conservent une forte identité. Les Pachtoues (plus de 40% de la population) qui sont majoritaires dans le sud, les Tadjiks et les Ouzbèks (les plus importantes minorités) ainsi que d'autres groupes aux identités linguistiques, ethniques et religieuses qui reflètent une diversité historique rendant compliquée la gestion politique par l'État central.

² Cette stratégie fut d'abord conçue par Zbigniew Brzezinski, alors conseiller à la sécurité nationale pour le Président Jimmy Carter entre 1976 et 1980. Brzezinski a révélé cette histoire dans une entrevue qu'il avait faite à l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur le 15 janvier 1998.

Conséquence de cette longue rivalité entre les deux grandes puissances, l'État afghan éclate. Des milliers d'Afghans sont tués ou poussés à l'exil, notamment au Pakistan et en Iran, ce qui régionalise dès lors le conflit. Le 15 février 1989, quand les troupes soviétiques se retirent, les commandants moudjahidines³ sont incapables de s'entendre sur le partage du pouvoir, malgré les efforts de l'ONU pour encourager la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale. Après cet échec, la communauté internationale se désengage. Peu après, le pays est mis encore une fois à feu et à sang. Sans État, sans armée nationale, sans économie, sans aide internationale, l'Afghanistan plonge dans un trou noir.

Les talibans

En 1996, une faction appuyée par le gouvernement pakistanais s'organise sous un nouveau label, les «talibans»⁴. Autoritaires et influencés par une interprétation rigoriste de l'islam (le wahhabisme) et fortement appuyés par deux grands alliés de Washington, le Pakistan et l'Arabie saoudite, les talibans se présentent d'abord comme la seule force capable de ramener l'ordre et la paix dans le pays. Mais rapidement la situation s'envenime. Les talibans se font connaître pour leur hostilité envers les femmes, forcées de se retirer de la fonction publique et des écoles. L'interprétation rigoriste de l'Islam les met en conflit avec une partie importante des classes moyennes urbaines et d'importantes minorités, notamment les Hazaras.

Les Talibans confrontent les voisins de l'Afghanistan en devenant le refuge de factions islamistes qui agissent dans les États surgis de la décomposition de l'Union soviétique, mais aussi au Moyen-Orient et en Afrique. Cette mouvance se réorganise sous l'égide d'Al-Qaïda, et ses dirigeants sont accueillis par les talibans.



Les impacts du 11 septembre 2001

Les attentats du 11 septembre viennent changer la donne. Rapidement, l'administration Bush déclare une guerre «sans fin» au terrorisme en sommant la communauté internationale de se ranger. Devant le refus du gouvernement afghan dominé par les talibans de collaborer, les États-Unis prennent le contrôle du pays lors d'une guerre-éclair menée par les anciennes factions moudjahidines⁵, secondés par la couverture aérienne états-unienne. Entre-temps, les chefs talibans prennent le maquis ou fuient vers les pays voisins. Après cette première intervention, les États-Unis déploient leurs troupes dans le sud du pays pour éliminer Al-Qaïda. Plus tard, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1386 déléguant à l'OTAN le soin de sécuriser l'Afghanistan par une «Force internationale d'assistance à la sécurité» (FIAS), composée de contingents de pays membres et non membres de l'Alliance et qui sont déployées en août 2003.⁶

³ Notamment Ahmed Shah Massoud, Abdul Rashid et Gulbuddin Hekmatyar

⁴ Littéralement, les «étudiants».

⁵ Regroupées au sein de l'«Alliance du nord».

⁶ 36 pays sont impliqués dont le Canada, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, la Pologne et plusieurs autres.

L'AFGHANISTAN AUJOURD'HUI

Sept ans après le renversement des talibans, la situation en Afghanistan reste tragique. En dépit de certains progrès⁷, le bilan est globalement négatif. La guerre est à l'ordre du jour, même dans la capitale, Kaboul. Par ailleurs, les conditions sociales restent très difficiles pour la majorité des gens.

Aggravation du conflit

On constate en effet que les talibans ont repris pied, ce qui s'explique par plusieurs facteurs : les « bavures » multiples des militaires des forces de la coalition Enduring Freedom et de la FIAS contre la population civile, les luttes intestines au sein des forces progouvernementales, la résurgence du nationalisme pachtoune (la base ethnique des talibans), etc. Selon tous les indicateurs, les troupes de l'OTAN (20 000 soldats) ne contrôlent qu'une partie du territoire. Autre facteur aggravant, l'insurrection afghane se régionalise du côté du Pakistan qui s'engouffre dans une grave crise.⁸

L'AFGHANISTAN EN BREF

Chef du Gouvernement :	Hamid Karzai
Régime :	République islamique
Territoire :	648 000 Km ²
Capitale :	Kaboul
Population :	28,5 millions
Composition :	Pachtounes (40%), Tadjiks (25%), Hazaras (19%), Ouzbeks (8%)
Religion :	Islam (80% sunnite et 20% chi'ite).
PIB annuel	7,1 milliards de dollars. Par habitant : 165 dollars

Certes, les talibans ne sont pas en mesure d'expulser par les armes les forces de l'OTAN, mais ils peuvent empêcher la stabilisation du pays. Bien des experts affirment maintenant que la stratégie actuelle est vouée à l'échec et qu'il faudrait plutôt engager des négociations avec les talibans.

⁷ Une paix relative est revenue dans certaines régions du pays comme le démontre le retour au pays de plus de quatre millions de réfugiés. Il y a aussi un Parlement (Loya Jirga) et un président (Hamid Karzai) élus.

⁸ Anthony H. Cordesman, The Struggle for "Pashtunistan": The Afghan-Pakistan War, Center for Strategic and International Studies, octobre 2007.

Une «reconstruction» mal engagée

Entre-temps, la communauté internationale s'est engagée dans un vaste projet de reconstruction. Plusieurs pays, de même que la Banque mondiale et divers organismes de l'ONU, sont sur le terrain.⁹ En plus de l'engagement militaire, la communauté internationale prévoit dépenser huit milliards de dollars. Même si ce chiffre peut paraître énorme, l'aide pour l'Afghanistan représente moins de 60 dollars par habitant, ce qui nettement inférieur à ce qui a été versé en Bosnie (760 par habitant) ou au Timor Oriental (223 par habitant).

Le programme actuel d'aide vise à travailler simultanément sur la sécurité, la gouvernance, la règle de droit et les droits de la personne, ainsi que sur le développement économique et social, tout en remettant en place les infrastructures de base ainsi que les services sociaux et éducatifs et en facilitant le redécollage de l'économie, essentiellement à partir du secteur privé.

Le problème, c'est que tout est conçu et coordonné de l'extérieur, avec peu d'implication des Afghans.¹⁰ L'aide est également fragmentée entre plusieurs programmes élaborés pour répondre aux besoins des pays donateurs, beaucoup trop orientée vers les villes, alors que la population est majoritairement rurale, et le plus souvent captée par des gens bénéficiant d'entrées privilégiées auprès des diverses agences et armées étrangères et du gouvernement Afghan¹¹.

Malgré ces faiblesses, certains programmes ont donné des résultats. Il faut noter des avancées, comme dans le domaine de l'éducation.¹² Mais de manière générale, la population constate que les progrès sont insuffisants. Les services essentiels, dont l'électricité, ne sont toujours pas rétablis.¹³ Dans les villes où la population a énormément augmenté, l'activité économique est réduite au secteur informel et aux emplois pour les agences internationales. Dans les régions rurales, l'agriculture, base économique traditionnelle de la majorité, est désorganisée, ce qui permet aux narco trafiquants de recruter facilement des paysans pour la production de l'opium (en hausse de 49% depuis 2005).¹⁴

D'après l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Afghanistan se classe au 169^e rang (sur 174 pays dans le monde). 60% de la population dispose de moins d'un dollar par jour pour sa subsistance.¹⁵

Les droits ne sont pas respectés

Dans plusieurs régions du pays, les milices agissent comme des «États dans l'État» bien que leurs chefs soient formellement membres du gouvernement central. Dans son rapport annuel en 2006, l'organisation de droits humains Human Rights Watch estime que plus de la moitié des membres du nouveau parlement font partie de groupes liés aux seigneurs de guerre.¹⁶ Or ces groupes tuent, agressent, enlèvent et rançonnent en toute impunité. L'armée et la police nationale sont très peu présentes. Sous la pression des seigneurs de la guerre, le système judiciaire reste passif. Et les avancées, comme l'approbation d'une nouvelle constitution qui reconnaît les droits humains et l'égalité juridique des femmes, sont niées dans la pratique.¹⁷

⁹ Les principaux donateurs incluent l'Union européenne (268 millions \$), l'Allemagne (480 millions \$), le Japon (450 millions \$), le Royaume-Uni (885 millions \$), les Etats-Unis (4 milliards \$), la Banque mondiale (1,2 milliard \$).

¹⁰ Selon Astri Suhrke (Reconstruction as Modernisation: the 'post-conflict' project in Afghanistan, Third World Quarterly, Vol. 28, No. 7, 2007), 75% des budgets d'aide sont administrés directement par des agences mandatées par les donateurs, et non par les afghans

¹¹ Antonio Donini, Local Perceptions of Assistance to Afghanistan, International Peacekeeping, Volume 14, numéro 1, février 2007

¹² Selon les chiffres officiels, six millions d'enfants sont à l'école (contre moins d'un million en 2001), dont 35% de filles. Il est toutefois à noter que sept millions d'enfants n'ont pas encore accès à l'école.

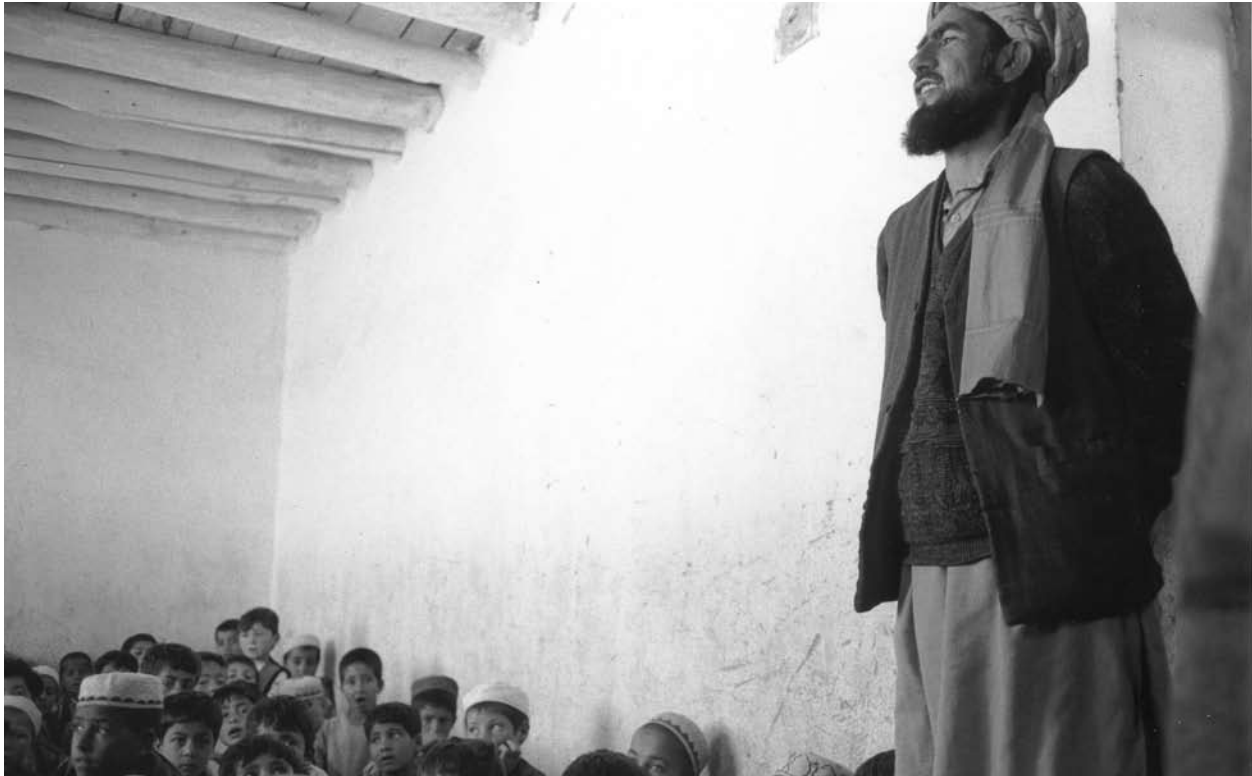
¹³ Barnett R. Rubin, Saving Afghanistan, Foreign Affairs, janvier 2007.

¹⁴ Selon le World Drug Trade Report, la production d'opium compterait pour plus de 36% du produit national brut et emploie 13% de la population (2,9 millions de personnes).

¹⁵ Afghanistan Independent Human Rights Commission, Economic and Social Rights in Afghanistan II August 2007

¹⁶ <http://hrw.org/wr2k6/>

¹⁷ Elle protège les minorités religieuses. Elle reconnaît également les chiites et les sunnites.



L'ENGAGEMENT DU CANADA

Environ 2 500 militaires canadiens sont déployés dans la province de Kandahar, centre de l'insurrection talibane. Fait à noter, ces militaires sont sur place pour participer à des opérations de combat et de «nettoyage» contre les talibans¹⁸. Cette approche est inhabituelle puisque historiquement, les opérations militaires canadiennes à l'extérieur du pays sont effectuées dans le cadre de missions de paix de l'ONU¹⁹.

Dans une guerre sans fin

Selon le gouvernement canadien, la présence militaire est indispensable pour sécuriser l'Afghanistan et permettre sa reconstruction. Mais il est aussi admis que le Canada est là pour participer à la «guerre contre le terrorisme» engagée par l'administration Bush. Pour le premier ministre canadien, Stephen Harper, le Canada est menacé par la montée de l'islamisme radical. Les combats contre les talibans font donc partie d'une stratégie pour freiner ce courant idéologique.

L'intervention en Afghanistan a également le mérite, selon le gouvernement canadien, de rapprocher le Canada de son allié états-unien échaudé à la suite du refus canadien à participer à la guerre contre l'Irak.

¹⁸ L'Institut Polaris d'Ottawa estimait (mars 2007) que le Canada a dépensé environ 4,1 milliards de dollars pour l'ensemble de ces opérations militaires en Afghanistan depuis le début de l'intervention en 2001.

¹⁹ Moins de 200 militaires canadiens sont maintenant déployés dans les diverses opérations de l'ONU au Liban, au Congo, au Soudan, en Bosnie, etc.

Le programme d'aide

Parallèlement à l'intervention armée, le gouvernement canadien s'est engagé à fournir, jusqu'en 2011, plus de 100 millions de dollars par année à la reconstruction. Seulement pour l'année fiscale 2006-07, le budget dépensé par l'ACDI a dépassé 139 millions de dollars. C'est un niveau d'engagement unique dans l'histoire de la coopération Canadienne.²⁰ Le programme d'aide canadien en Afghanistan se base sur de vastes projets liés au thème prioritaire de la sécurité, notamment la démobilisation des combattants, l'appui à la formation de l'armée et de la police afghane, la lutte contre la culture du pavot, le déminage, etc. Parallèlement, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) finance de nombreux projets dans la réforme de la justice, la mise en place des institutions électorales, l'aide aux réfugiés qui reviennent au pays, l'éducation, la sécurité alimentaire, le microcrédit, le soutien aux initiatives des femmes, et le développement communautaire.

Sur la ligne de front

En pratique, le centre de gravité du programme d'aide canadien se situe dans le sud du pays, là où justement les militaires canadiens sont concentrés. Il ne s'agit pas d'un hasard. L'armée et l'ACDI se retrouvent donc engagées ensemble dans une stratégie qui se veut coordonnée et cohérente, principalement à travers les «Équipes de reconstruction provinciales», mieux connues sous leur acronyme anglais, «Provincial Reconstruction Team» (PRT). Ce concept d'abord développé par l'armée américaine consiste essentiellement en des programmes d'aide élaborés en fonction d'objectifs stratégiques. Selon cette optique, les PRT doivent aider à sécuriser des zones de conflits et permettre à l'armée de gagner «les cœurs et les esprits» puisque les populations affectées voient le bénéfice de la présence des soldats étrangers.

Cette approche montre clairement que l'aide est en quelque sorte un instrument de la politique militaire canadienne. Et c'est pour cette raison que ces programmes d'aide ne pourront pas porter leur fruit. L'aide ne doit pas être subordonnée au militaire. C'est plutôt le militaire qui doit être sous l'influence de ceux qui reconstruisent l'Afghanistan.

Loin de protéger l'action humanitaire, la présence de l'armée met en danger l'action des ONG qui estiment que l'aide doit être fondée sur les besoins et les droits des Afghans et doit demeurer indépendante de la stratégie militaire ou politique. Selon Ernie Regehr, spécialiste des interventions humanitaires en période de conflit, il faut détacher les opérations militaires-sécuritaires des projets de développement ou humanitaires.²¹ Si l'objectif est d'aider des populations à reconstruire leur pays, il ne faut pas que celles-ci se sentent manipulées par les acteurs du conflit.

L'aide est aussi mal planifiée. Nombre d'écoles construites se retrouvent sans enseignants ni approvisionnements. L'érection trop rapide d'infrastructures, sans connaître les conditions sur le terrain, sans consultation sérieuse avec la population locale, peut avoir des effets pervers.²² Il arrive aussi que les structures hiérarchiques locales s'emparent de programmes d'aide hâtivement conçus au détriment de groupes marginalisés, les femmes notamment.

²⁰ Voir l'ACDI : <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/Fr/IUD-125135935-QAA>

²¹ Ernie Regehr, "Canada is ignoring its own advice", *Inroads*, numéro 20, septembre 2006.

²² Omar Zakhilwal and Jane Murphy Thomas, *Afghanistan: What kind of peace? The role of rural development in peacebuilding*, North South Institute, août 2007.

QUE FAIRE ? CINQ PROPOSITIONS

La crise afghane est complexe et il n'y a pas de solution «magique» à court terme. Notre action en tant que mouvement de solidarité doit être essentiellement en appui à des organisations afghanes qui se battent pour la paix et la démocratie. Alternatives propose 5 mesures que devrait suivre le gouvernement canadien pour remettre l'Afghanistan sur la bonne voie. Le Canada doit premièrement exiger le retrait de l'OTAN au profit de l'ONU pour coordonner l'aide et assurer la sécurité à l'intérieur du pays. Pour que les sommes consacrées à la reconstruction de l'Afghanistan soient bien dépensées, le Canada doit deuxièmement « démilitariser » son aide. Troisièmement, le Canada doit favoriser un dialogue entre le gouvernement afghan, les talibans et des groupes de la société civile. Puis, le Canada doit faire pression sur le gouvernement d'Hamid Karzai pour qu'il respecte ses propres lois et pour qu'il endigue la corruption. Finalement, le Canada, par son attitude et ses gestes doit montrer que ce sont les Afghans qui vont reconstruire l'Afghanistan.

1. LE RETRAIT DE L'OTAN AU PROFIT DE L'ONU

L'OTAN est une organisation militaire qui répond avant tout à des objectifs militaires. L'Afghanistan n'a pas besoin d'un gendarme, et l'histoire montre que les Afghans ne s'en laisseront pas imposer un. De par sa nature même, la mission de l'OTAN est vouée à l'échec, parce que cette organisation veut sécuriser le pays tout en tentant d'éliminer les talibans et des membres d'Al-Qaïda, ce qui destabilise des régions entières comme c'est le cas dans tout le sud autour de Kandahar.

L'Afghanistan souffre d'un problème politique, et ce n'est pas une solution militaire qui va le régler. Par conséquent, l'OTAN est mal placée pour favoriser l'émergence d'un État stable.

Un mandat de paix sous l'égide de l'ONU aurait comme conséquence de mettre la reconstruction de l'Afghanistan comme unique et seule priorité. Contrairement à l'OTAN qui agit dans une logique de « reconstruire pour atteindre des objectifs de sécurité», l'ONU ne voit pas la reconstruction comme un moyen, mais comme une fin en soi.

L'ONU a l'expérience pour agir en Afghanistan parce qu'elle est déjà intervenue avec succès dans plusieurs pays ravagés par la guerre et les divisions., comme ce fut le cas au Mozambique, au Timor oriental et ailleurs. L'ONU pourrait jouer le rôle de médiateur entre les différentes factions de la société afghane, ce que ne peut faire l'OTAN, qui appuie les différents groupes ethniques du nord du pays et le gouvernement d'Hamid Karzai, tout en négligeant les Pachtounes plus conservateurs qui constituent la base des talibans.

L'ONU possède aussi l'expérience militaire nécessaire pour assurer la paix et même conduire des opérations pour endiguer la violence. Le Canada ne devrait donc pas hésiter à mettre ses troupes au service de l'ONU si nécessaire. En attendant, le Canada devrait retirer le contingent militaire de la région de Kandahar où il agit comme supplétif pour les Etats-Unis.

La présence de l'ONU favoriserait aussi le multilatéralisme, présentement bafoué par l'omniprésence des Etats-Unis, qui ont comme principal objectif de combattre le terrorisme, et non d'aider la population afghane.

Si l'ONU ne prend pas le relais de l'OTAN, le Canada devrait retirer ses troupes d'Afghanistan.

2. DÉMILITARISER L'AIDE CANADIENNE

Pour maximiser l'impact de l'appui canadien en Afghanistan, il faut que l'aide soit détachée des objectifs des Forces armées canadiennes. Pour le moment, l'intervention est centrée sur la sécurité avec le recours aux troupes canadiennes. L'argent dépensé par le Canada devrait être avant tout investi dans des projets qui répondent aux besoins exprimés par les populations locales.

En plus de dépenser beaucoup trop pour l'armée et pas assez pour des projets sur le terrain, le gouvernement fédéral commet l'erreur d'avoir recours aux militaires pour distribuer l'aide. Cette façon de faire est nuisible, car les fonds sont versés en fonction des objectifs des Forces armées et non en fonction des besoins de la population.

De plus, cette aide doit être guidée par les besoins exprimés par les populations locales. Pour y arriver, il faut que l'ACDI et les ONG canadiennes établissent des liens et mènent des consultations avec des groupes afghans. L'armée n'a pas les compétences pour mener de telles démarches.

Ces partenariats avec des groupes afghans ont un double avantage : ils permettent de procurer une aide qui répond aux besoins, tout en renforçant la société civile, contrepoids essentiel au pouvoir des chefs de guerre qui empêchent l'émergence d'un État stable.



3. FAVORISER UN DIALOGUE DE PAIX QUI INCLUT TOUTES LES FORCES SOCIALES ET POLITIQUES

Dans le processus d'établissement de la paix, le Canada doit exiger l'inclusion de toutes les organisations sociales et communautaires afghanes, en plus des partis politiques. Cette approche devrait permettre de renforcer la légitimité de l'État afghan et de renforcer la société civile.

De plus, quel que soit le jugement porté sur les talibans, il faut négocier avec ce qui constitue une des factions importantes en Afghanistan. Les talibans ont dirigé l'Afghanistan entre 1996 et 2001, et ils jouissent encore d'une certaine popularité, surtout chez les Pachtounes, le groupe ethnique le plus important d'Afghanistan. Dans ce contexte, le Canada doit s'éloigner de la position américaine qui diabolise les talibans. On l'a vu dans d'autres conflits prolongés, comme au Mozambique et au Salvador, la solution passe par des négociations et des compromis politiques.



4. POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN ÉTAT DE DROIT

Il est inacceptable que le Canada, par sa participation ou son silence, endosse des politiques et des actions qui violent les droits humains, comme cela a été révélé récemment lorsque les troupes canadiennes remettent aux autorités afghanes des prisonniers qui seront par la suite torturés.

Le Canada ne doit pas non plus tolérer sans protester les violations grossières des droits humains et politiques par le gouvernement afghan. Il doit faire pression sur le gouvernement afghan pour qu'il respecte ses propres lois.

Ceci veut aussi dire amener l'État afghan à mettre fin à la corruption qui mine l'appareil d'État et nuit à sa légitimité.

Enfin, Le gouvernement canadien ne peut pas prétendre respecter ses principes s'il ne confronte pas la présence des seigneurs de guerre et des chefs de milice au sein du gouvernement afghan.

Un appui massif aux médias indépendants, aux groupes de défense des droits de la personne, aux associations de femmes, à des syndicats et aux autres entités qui forment la société civile est donc essentiel pour favoriser l'émergence d'un État de droit et réduire l'influence néfaste des talibans et des chefs de guerre souvent engagés dans le trafic de drogue.

5. UNE SOLUTION AFGHANE AUX PROBLÈMES AFGHANS

C'est aux Afghans, eux qui connaissent le mieux leur pays, à reconstruire l'Afghanistan. Le rôle du Canada consiste à les appuyer dans leurs démarches pour bâtir un État démocratique, une économie qui profite à tous et une société civile florissante.

Alternatives préconise le renforcement de mouvements sociaux afghans qui vont permettre une meilleure représentation et participation citoyenne.

Alternatives travaille déjà avec des groupes afghans qui oeuvrent sur le terrain. Ces partenariats sont des modèles à suivre pour le Canada. Voici deux exemples.

L'organisation Sanayee œuvre dans la conciliation et la résolution de conflit. Ce groupe, basé à Kaboul et présent dans la majorité du pays, met sur pied des comités de village chargés de régler des litiges locaux. En cas de disputes entre un village et l'État central, entre deux groupes ethniques ou tout simplement entre deux individus, ces comités représentent un espace de dialogue qui permet aux parties de s'entendre. Sans ce type de structure, les échanges sont souvent impossibles et la loi du plus fort prime malheureusement trop souvent.

La coalition Afghan Peace and Democracy Act (APDA) est aussi une organisation qui montre que les Afghans peuvent développer eux-mêmes leur pays. L'APDA offre des formations en presse écrite et électronique. Des citoyens apprennent notamment à publier un journal ou à faire du montage vidéo.

Ces exemples montrent que les organisations afghanes peuvent faire le travail et ainsi prendre le contrôle de leur destinée. Elles ont toutefois besoin de soutien. L'ACDI, Alternatives ou d'autres ONG canadiennes sont capables de discuter avec ces groupes pour cerner leurs besoins. En raison de son expertise et de sa structure hiérarchique, l'armée est incapable d'adopter une telle approche.





CONCLUSION

Le problème en Afghanistan, c'est que le Canada a été enrôlé dans la «guerre sans fin» de Georg Bush et qu'il se trouve englué dans une politique dont on voit les aboutissements non seulement en Afghanistan, mais aussi en Irak, en Palestine et ailleurs. Chacune de ces situations a ses particularités, mais toutes font partie de cet «arc des crises» où Washington entend continuer sa «guerre des civilisations». Cela sera très difficile, mais il faut dire NON à l'administration américaine.

Par le passé, le Canada s'est distingué des Etats-Unis, comme ce fut le cas lors du gouvernement conservateur de Brian Mulroney dans la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud ou durant la guerre du Vietnam lorsque le Canada hébergeait les objecteurs de conscience américains.

Au lieu de dépenser des millions en aide et des milliards en opérations militaires, le Canada devrait déboursier des milliards en aide et des millions pour sécuriser l'Afghanistan

